Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1275

Artikel: Même climat, même combat
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1025582

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public
DP
JAA 1002 Lausanne
31 octobre 1996 – nº 1275
Hebdomadaire romand
Trente-troisième année

Même climat, même combat

Qu'elle était belle la manifestation des fonctionnaires rassemblés samedi dernier à Berne! Qu'elle était chaleureuse l'ambiance dans les rangs serrés des cortèges convergeant vers la Place fédérale! Qu'ils étaient sérieux les visages de celles et de ceux – la grande majorité – qui pouvaient entendre et voulaient écouter les discours prononcés en toutes langues officielles!

Car le sérieux était de mise. Dans les formes: ponctualité partout et même avance sur l'horaire pour le grand rassemblement entre banques et Palais; défilés ordonnés, tranquilles, quasiment silencieux; casquettes, drapeaux et calicots identificateurs (les fédérations éprouvaient-elles le besoin de se compter à la veille de l'implosion de l'USS?). Tous faisaient assaut de sérieux, dans la plus belle tradition de l'État bien tempéré.

Le fond aussi avait de quoi rendre les manifestants sérieux, graves même; nombre d'entre eux ont lucidement situé le double enjeu, inégalement apparent. Au premier plan bien sûr: la défense des services publics, à la fois comme employeurs et comme prestataires de services aux usagers et chers administrés. Or la lutte corporatiste, même enrobée d'un consumérisme repensé dans l'optique client chère au Nouveau management public, ne motive que les travailleurs directement intéressés. Les autres – salariés du privé, paysans et indépendants – ne manquent pas de relever les avantages relatifs toujours liés à la fonction publique, par le sort de laquelle ils ne sentent pas interpellés.

La manifestation des fonctionnaires était bien celle de tous les salariés suisses

Mais derrière cet enjeu primordial s'en profile un autre, décisif pour l'avenir de la Suisse sociale: c'est l'organisation du travail, rémunéré ou non, à l'échelle de l'économie et de toute la société. Cela exigera pas mal d'imagination et d'astuce, pour la conception de systèmes et modèles bien sûr, mais aussi au stade de la mise en œuvre. A ce vaste projet de répartition équitable d'un volume de travail en diminution à long terme, les partenaires sociaux, avec l'aide de «la Science», doivent s'attacher d'urgence. Question de survie pour beaucoup d'entreprises, pour la majorité des salariés, pour tous les syndicats.

Or, que voit-on, provisoirement espérons-le ? Un gros déficit de réflexion chez les patrons, qui n'hésitent pas tous à recourir aux recettes les plus sottement linéaires; dans le mouvement syndical, tout occupé à sa propre restructuration, et dans le monde politique, où comme ailleurs on râle puis on plie.

Dans ces conditions peu prometteuses, la manifestation des fonctionnaires était bien celle de tous les salariés suisses, de ceux qui se sentent impuissants devant les machines à broyer le travail humain: programmes d'économies, augmentation de la productivité, restructurations à grande échelle, rémunération prioritaire du capital, globalisation des marchés, etc.

Pour faire apparaître combien les salariés du secteur public et du privé ont partie liée dans la crise actuelle, on peut se référer au cas des CFF, tout à fait exemplaire. Il y a quatre mois, la direction générale envisageait une diminution linéaire des salaires de 4%, réduite à 2% par le conseil d'administration, puis à 1,5% par le Conseil fédéral, puis réduite à néant par les mêmes, à l'instigation de quelques responsables lucides et de juristes soucieux d'équité. Reste la «nécessité» d'économiser 50 millions sur le dos des cheminots.

Reste aussi que le signal donné par la direction – socialiste – des CFF n'aura pas passé inaperçu. Quand les patrons du secteur public se permettent de tels écarts et négligent les formes usuelles de négociation avec les représentants de leur personnel, les patrons de l'économie privée se sentent autorisés à prendre les mesures de rationalisation les plus cruelles, éventuellement sans discussions préalables avec leurs partenaires sociaux.

Et voilà comment toute une culture sociale disparaît, faisant place au plus détestable climat et engendrant les plus dangereux combats. YJ